

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St./11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for Supply
Arrangement - Révision à une demande
pour un arrangement en matière
d'approvisionnement

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Professional Services Online & Temporary Help
Services Division/Division des services professionnels
en ligne et d'aide temporaire
11 Laurier St./11, rue Laurier
10C1, Place du Portage III
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet ProServices/ProServices	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZT-120001/E	Date 2015-09-11
Client Reference No. - N° de référence du client E60ZT-120001	Amendment No. - N° modif. 011
File No. - N° de dossier 009zt.E60ZT-120001	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZT-009-27511	
Date of Original Request for Supply Arrangement 2014-03-31 Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-12-30	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hickey, Natasha	Buyer Id - Id de l'acheteur 009zt
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6896 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-9235
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required	Yes - Oui	No - Non
Accusé de réception requis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60ZT-120001/E

Amd. No. - N° de la modif.

011

Buyer ID - Id de l'acheteur

009zt

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E60ZT-120001

File No. - N° du dossier

009ztE60ZT-120001

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette modification 001 de la demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement est de réviser les items suivants :

1. Incorporation d'un numéro de sollicitation additionnel.
2. Révision de la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 3. Clauses et conditions uniformisées, sous-article 3.1 Conditions générales.
3. Révision de la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 4. Durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement, sous-article 4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement et 4.2 Demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA).
4. Révision de la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 5. Responsables, sous-article 5.2 Représentant du fournisseur.
5. Révision de la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 7. Ordre de priorité des documents.
6. Insérer dans la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 16. Divulgaration proactive des marchés attribués à des anciens fonctionnaires.
7. Révision de la Partie 6, Section B Demande de soumissions, Article 2. Processus de demande de soumissions - Besoins dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), sous-article 2.1 Des demandes de soumissions.
8. Révision de la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 14. Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information ou technologie de l'information.
9. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 15. Responsabilité.
10. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 16. Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances.
11. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 17. Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement.
12. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 18. Traduction de la documentation.
13. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 19. Remplacement d'individus spécifiques.
14. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 20. Droit de propriété.

1. Incorporation d'un numéro de sollicitation additionnel:

Le numéro additionnel qui a associé à la DAMA numéro E60ZT-120001 de ProServices est E60ZT-152199. Ce nouveau numéro de sollicitation est incorporé avec les même termes et conditions que la DAMA numéro E60ZT-120001.

2. Révision de la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 3. Clauses et conditions uniformisées, sous-article 3.1 Conditions générales :

Supprimer:

2020 (2012-11-19) Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services, s'appliquent au présent arrangement en matière d'approvisionnement et en font partie intégrante.

Insérer:

2020 (2015-07-03) Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services, s'appliquent au présent arrangement en matière d'approvisionnement et en font partie intégrante.

3. Révision de la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 4. Durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement, sous-article 4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement et 4.2 Demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA):

Supprimer la section 4.1 et 4.2 entièrement et la remplacer par le texte suivant:

4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement

La période de l'arrangement en matière d'approvisionnement est de la date de l'octroi au 2 avril, 2018.

Le Canada pourrait, par l'entremise d'un avis écrit à l'intention de tous les titulaires d'arrangement en matière d'approvisionnement et d'un avis affiché sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement(SEAOG), à l'adresse

<https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres>, annuler

l'arrangement en matière d'approvisionnement ou des catégories professionnelles ou des volets de travail en envoyant un préavis d'au moins 30 jours ouvrables à tous les titulaires de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour les informer de l'annulation.

4.2 Demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA):

TPSGC a l'intention d'émettre une invitation à soumissionner afin de remplacer les arrangements en matière d'approvisionnement pour ProServices au printemps de 2017, bien que le Ministère se réserve le droit d'adopter une méthode d'approvisionnement différente pour le besoin s'il juge cette mesure appropriée. Pour ces nouvelles invitations à soumissionner, tous les soumissionnaires, y compris ceux qui détiennent un arrangement en matière d'approvisionnement, doivent présenter une nouvelle soumission en réponse à la DAMA. Les modalités de chaque nouvelle invitation à soumissionner annuelle pourraient ajouter, modifier ou supprimer des catégories/volets ou, au contraire, modifier les exigences de l'invitation à soumissionner précédente. Ainsi, chaque invitation à soumissionner annuelle est autonome, séparée et isolée de toute invitation à soumissionner antérieure. Bien que certains aspects d'une soumission puissent inclure, sous forme de référence, des données déjà en la possession du Canada communément appeler le maintien des droits acquis, toutes les exigences d'une invitation à soumissionner doivent être remplies par chaque fournisseur avant la date limite de dépôt des soumissions.

4. Révision de la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 5. Responsables, sous-article 5.2 Représentant du fournisseur:

Supprimer:

[Note à l'intention des fournisseurs : Ces renseignements sont ceux qui correspondent à votre AMA et les clients peuvent les consulter dans le site Web du Système des services professionnels centralisés (SSPC)].

5. Révision de la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 7. Ordre de priorité des documents:

Supprimer:

- b. les conditions générales 2020 (2012-11-19) Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services.
- d. l'arrangement du fournisseur daté du (insérer la date de remise).
- e. la proposition du fournisseur reçue en réponse à la Demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement E60ZT-120001/D (ou E60ZT-120001/E).

Insérer:

- b. les conditions générales 2020 (2015-07-03) Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services.
- d. la proposition du fournisseur reçue en réponse à la Demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement E60ZT-120001 ou E60ZT-152199.

6. Insérer dans la Partie 6, Section A. Arrangement en matière d'approvisionnement, Article 16. Divulgateion proactive des marchés attribués à des anciens fonctionnaires:

Insérer:

16. Divulgateion proactive des marchés attribués à des anciens fonctionnaires

En fournissant les renseignements sur son statut à titre d'ancien fonctionnaire touchant une pension versée selon la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur consent à ce que cette information soit affichée sur les sites Web ministériels dans le cadre de rapports conformement aux lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés et à [l'avis 2012-2 sur la Politique des marchés](#) du Conseil du Trésor.

7. Révision de la Partie 6, Section B Demande de soumissions, Article 2. Processus de demande de soumissions - Besoins dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), sous-article 2.1 Des demandes de soumissions:

Supprimer l'Article 2. Processus de demande de soumissions - Besoins dont la valeur est inférieure ou égale au seuil établi par l'ALENA" et la remplacer par le texte suivant:

2. Processus de demande de soumissions - Besoins dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)

2.1 Des demandes de soumissions

Des appels d'offres seront lancés aux fournisseurs auxquels un arrangement en matière d'approvisionnement a été émis, pour des besoins spécifiques dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

Marchés concurrentiels: Au moins deux fournisseurs doivent être invités par courriel, par le client (l'utilisateur d'un ministère fédéral) à soumettre une proposition, soit

- a) en sélectionnant le nom de deux fournisseurs dans le module « clients » du SSPC; ou
- b) en sélectionnant le nom d'un fournisseur dans le module « clients » du SSPC et en laissant la sélection du second être faite au hasard par le module « clients » du SSPC; ou
- c) en ne sélectionnant aucun nom de fournisseur et en laissant le module « clients » du SSPC sélectionner les deux noms au hasard.

S'il y a moins de trois fournisseurs dans la région métropolitaine, le SSPC étendra automatiquement à l'échelle régionale, la recherche complétée.

La valeur de toutes soumissions, au moment de la fin de la demande de soumissions, ne doit pas dépasser le seuil de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) (incluant les déplacements, frais de subsistances, les modifications et toutes les taxes applicables, etc.).

Marchés dirigés: « Les utilisateurs d'un ministère fédéral peuvent conclure un marché avec un fournisseur apparaissant dans les résultats d'une recherche effectuée par un client dans le module « clients » du SSPC pour les contrats valant moins de 25 000 \$ (incluant les déplacements, frais de subsistances, les modifications et toutes les taxes applicables, etc.) tel qu'autorisé par le *Règlement sur les marchés de l'État*. Ceci lorsque l'agent des contrats estime rentable de le faire, et qu'il obtient toutes les approbations internes nécessaires selon l'utilisateur d'un ministère fédéral ».

Le bureau local d'un fournisseur présélectionné fait aussi partie des résultats de la recherche, « bureau local » étant défini comme un bureau où travaille au moins un employé à temps plein. Cet employé ne doit pas être une ressource partagée. Les fournisseurs présélectionnés qui ont des bureaux locaux apparaîtront également dans les résultats de recherche si le besoin est d'une valeur inférieure à 25 000 \$.

2.2 Période minimale pour l'envoi des soumissions :

Selon les *Règles opérationnelles harmonisées*, pour les marchés concurrentiels ne dépassant pas le seuil de l'ALÉNA, les soumissionnaires doivent obtenir au moins cinq (5) jours civils pour soumettre une proposition. Pour les marchés dirigés (des contrats d'une valeur ci-dessous 25 000 \$), il appartient à l'utilisateur d'un ministère fédéral de déterminer le nombre minimum de jours.

2.3 Identification des autorités contractantes :

Un client qui a l'autorisation légale de passer des marchés peut choisir d'accorder des contrats dans le cadre du présent arrangement en matière d'approvisionnement dont la valeur est inférieure au seuil établi par l'ALÉNA (incluant les déplacements, frais de subsistances, les modifications et toutes les taxes applicables, etc.). Le fournisseur accepte d'exécuter seulement des contrats individuels offerts, par des représentants autorisés du Canada, qui sont conformes au présent arrangement en matière d'approvisionnement et qui n'outrepassent pas les limites applicables du contrat.

8. Révision de la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 14. Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information ou technologie de l'information:

Supprimer l'Article 14. Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information ou technologie de l'information et la remplacer par le texte suivant:

14. Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information (GI) ou technologie de l'information (TI)

(Applicable aux besoins en GI/TI seulement)

- a. Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- b. **Responsabilité de la première partie:**
 - i. L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers et consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à:
 - A. toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article intitulé «Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - B. toute blessure physique, y compris la mort.
 - ii. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
 - iii. Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
 - iv. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées à l'alinéa (i) (A) susmentionné.
 - v. L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :

- A. tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - B. tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre 0,75 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée «Coût total estimatif» ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des services.
- vi. En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut).
 - vii. Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

c. Réclamations de tiers:

- i. Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causé au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- ii. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa(i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle; de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou du manquement à l'obligation de confidentialité.
- iii. Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe (c).

9. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 15. Responsabilité:

Insérer:

15. Responsabilité

(Applicable aux besoins non reliés à la GI/TI seulement)

L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat.

10. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 16. Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances:

Insérer:

16. Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances.

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que:
 - a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou

- c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
- a. prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
 - b. modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat, ou
 - c. reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

11. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 17. Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement:

Insérer:

17. Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement

- a. Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison de l'évacuation et de la fermeture de ces bureaux, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans l'évacuation ou la fermeture.
- b. Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lockout, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

12. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 18. Traduction de la documentation:

Insérer:

18. Traduction de la documentation

L'entrepreneur convient que le Canada peut traduire dans l'autre langue officielle toute documentation qui lui a été livrée par l'entrepreneur et qui n'appartient pas au Canada. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir une traduction à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur et tout avis de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou d'autres problèmes qui pourraient être causés par la traduction.

13. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 19. Remplacement d'individus spécifiques:

Insérer:

19. Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié au contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :
 - a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

14. Insérer dans la Partie 6, Section C Clause du contrat subséquent, Article 20. Droit de propriété:

Insérer:

20. Droit de propriété

1. Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada.
2. Toutefois lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard des travaux, notamment au moyen de paiements progressifs ou d'étape, le droit de propriété relié aux travaux ainsi payés est transféré au Canada au moment du paiement. Ce transfert du droit de propriété ne constitue pas l'acceptation des travaux ou de toute partie des travaux par le Canada ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
3. Malgré tout transfert du droit de propriété, l'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux ou toute partie des travaux jusqu'à la livraison au Canada conformément au contrat. Même après la livraison, l'entrepreneur demeure responsable de toute perte ou endommagement causé par l'entrepreneur ou tout sous-traitant.
4. Lorsque le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux est transféré au Canada, l'entrepreneur doit établir, à la demande du Canada, que ce titre est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et signer les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige le Canada.

Tous les autres termes et conditions demeurent inchangés